faitement connaître de nos expéditeurs. Ils viennent d'expédier du reste, par cette route une centaine de mille minots de blé en 1894, ainsi qu'une quantité de lard, salaisons, etc.

Il en est de même pour les soies brutes de la Chine et du Japon qui, par les steamers et la route de la Compagnie du Pacifique, pourront également atteindre leur marché par voie du Canada.

Et voici une autre question encore qui survient au dernier moment: C'est l'exclusion de France des bestiaux des Etats-Unis.

Dans les années précédentes, de très grandes quantités de bêtes à cornes y furent expédiées par nos voisins, et cette mesure restrictive, sinon prohibitive, pourrait bien permettre à nos exportateurs d'en expédier un plus grand nombre du Canada. Surtout, si par une judicieuse entente entre les deux gouvernements la rigueur et la durée de la quarantaine—qui rend aujourd'hui ce commerce des animaux si difficile—pouvait être réduite à quelque jours seulement. Ensuite nous avons les chevaux !.....

Mais votre commission, M. le Président, peut s'en tenir là.....

Pour compléter son exposé, il n'y a plus qu'à jeter un rapide coup d'œil sur la situation économique de ce marché de France, tant au point de vue des intérêts généraux canadiens, que des communications directes avec ce pays.

En parcourant la géographie commerciale de France, on s'aperçoit aisément que la plus grande partie du trafic extérieur du pays se fait par ses grands ports, avec Marseille, le Havre et Bordeaux comme têtes de ligne, c'est-à-dire, les régions du Nord, du Midi et de l'Ouest, qui sont également bien partagées. Toutefois, au point de vue canadien, c'est Bordeaux qui vient le premier; puis par ordre d'importance, Marseille, Cette, Rouen, le Havre, Boulogne, Dieppe, Dunkerque, etc., etc. C'est vers ces ports que se dirigent de préférence les marchandises canadiennes et la plupart de celles mentionnées par le traité. Le rapport de notre sous-comité des Bois et la carte qui l'accompagne, donnent à cet égard d'utiles renseignements. De ces ports, le transport à l'intérieur se fait, soit par chemin de fer, soit par eau sur tout le parcours du territoire. Le transport par canaux est naturellement le plus économique et le système de ces canaux, ainsi que du batelage français est simplement parfait. Pour

les questions de détails, les frais et déboursés et les avantages matériels de chaque port "l'Annuaire de la Marine de Commerce Française" fournit les plus minutieux renseignements.

Par rapport aux communications avec la France, votre commission tient à déclarer que, si quelques divergences d'opinion se sont élevées en tant que détail d'exécution, il y a unanimité absolue sur la nécessité d'établir au plutôt des communications directes et régulières par vapeurs entre les deux pays. Et pour ne pas donner prise à des malentendus et éviter toute conception erronée, votre commission croit devoir ajouter que l'insuffisance du fret du côté de la France, et dont se plaint à juste titre tout promoteur de projet d'une ligne de vapeurs, n'est nullement due au manque d'initiative du négoce ou à l'apathie du public français, mais uniquement à ce que les produits fabriqués et dont se compose l'exportation de France ont plus de valeur que de poids et de volume. D'autre part les expéditions sur le Canada se font de la Méditerranée et de la Manche, aussi bien que de la Gironde et de la Charente, c'est-à-dire des trois côtés du littoral à la fois, à des intervalles plus ou moins réguliers et repartis sur une saison de douze mois. Conséquemment et contrairement à ce qui a lieu au Canada, où les produits, en général ont moins de valeur, mais beaucoup de poids et surtout de volume; où les expéditions sont concentrées sur un seul et unique parcours et le mouvement d'affaires réduit à une saison de navigation écourtée, le déploiement d'un outillage maritime perfectionné, plus développé et concentré sur un seul point, se fait sentir là-bas beaucoup moins qu'il ne se fait sentir ici..... Mais quelle que soit la solution à laquelle s'arrêteront ceux qui sont directement intéressés pour mettre en opération ce corollaire indispensable du traité, votre commission, en terminant son rapport, déclare adhérer fermement à l'idée qui présida à sa nomination. Elle appuie de toutes ses forces tout effort tendant à faciliter un rapprochement plus intime et plus étendu entre notre pays et la France. Absolument convaincue que, dans la situation créée, en ce moment, par la convention franco-canadienne, l'initiative du mouvement revient de droit à la Chambre de Commerce du District de Montréal; et suffisamment éclairée par l'expérience du passé, sur l'insuccès manifeste des tentatives isolées, votre commission est d'avis

que notre chambre s'adresse au gouvernement pour obtenir, du concours des pouvoirs publics, les moyens de permettre à une délégation, composée d'hommes d'affaires compétents, de se rendre en France, de se mettre en rapport direct et immédiat avec les chambres de commerce et autres corporations et syndicats industriels de ce pays.

Cette délégation, investie d'un caractère officiel dûment constaté, munie d'échantillons et possédant des renseignements sur chaque branche de commerce, produits et industries du pays; chargée en outre de recueillir sur les lieux mêmes toutes les données qui pourront être utiles, ne peut manquer d'inspirer la confiance qui, jusqu'ici, semblait faire défaut. Elle provoquera, nous n'en doutons pas, un mouvement analogue parmi les intéressés français et engagera les négociants et industriels, désireux d'étendre leurs relations, à venir au Canada examiner la situation à leur tour. Par une semblable démarche de notre part et cela surtout à la veille de l'exposition universelle projetée pour Montréal, où le caprice et l'intérêt individuel feront place à l'intérêt général, on préparerait le terrain et on écarterait du coup la plupart des difficultés que l'on a l'habitude de rencontrer à chaque pas.

Et les hésitations, pleinement justifiées, et les fausses impressions qui n'ont cessé de surgir à la suite de nombreux désappointements et aussi de déboires, s'effaceront, nous en sommes sûrs; et, ni les obstacles créés par les systèmes monétaires, les poids et mesures différents, ni les usages commerciaux plus différents encore, ne tiendront longtemps devant une explication loyale, un échange de vue entre gens pratiques ayant le sentiment de leur devoir et de leur responsabilité et l'intention bien arrêtée d'aboutir à quelque chose de sérieux et de durable.....

Dans cet ordre d'idées votre commission croit devoir recommander:

Que la Chambre passe une résolution à l'effet de demander au gouvernement fédéral d'envoyer, dans le plus court délai possible, une délégation en France, avec mission de se mettre en rapport avec les autorités compétentes et les hommes d'affaires de ce pays; d'étudier le marché français au point de vue d'y placer le plus de produits canadiens possible et de rapporter de leur mission toutes les données susceptibles d'éclairer le gouvernement et le monde des affaires sur les avanta-